

la Charte du Conseil National de la Résistance, n° 161. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à étendre aux cercles privés les lois et règlements d'ordre administratif et fiscal qui frappent les casinos et autres établissements de jeux dits ouverts, n° 406. — Le 22 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal de la banque ouverte dite « banque à tout va », n° 498. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier sans délai les modalités de répartition des matériaux destinés à la reconstruction, n° 1110. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à payer sans retard les factures et mémoires des artisans et petits entrepreneurs travaillant au compte de la reconstruction, n° 1111. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder immédiatement au désobusage des régions, anciens théâtres d'opérations de guerre, n° 1112.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Son amendement au paragraphe 8 de l'article 14* (A. de 1945, p. 97). — Demande à interpellier sur la politique du Ministre du ravitaillement et notamment sur son intention éventuelle de suivre la même politique et les mêmes méthodes que ses prédécesseurs (A. de 1946, p. 195) ; développe son interpellation (p. 405 et suiv.) ; répond à M. Pineau qui l'a mis en cause (p. 451). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191, 487).

LECLERC (M. Charles), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 1005).

LECŒUR (M. Auguste), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription). Sous-Secrétaire d'État à la Production industrielle (charbon).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139) ; de la Commission du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuel (p. 374).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son article additionnel* (A. de 1945, p. 359) ; *le retire* (p. 360). — Est nommé *Sous-secrétaire d'État à la production industrielle (charbon)* (J. O. du 27 janvier 1946) (p. 754).

LECOURT (M. Robert), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission du Règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de la justice et de législation générale (p. 138).

Dépôts :

Le 13 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre les locataires et bailleurs de locaux à usage commercial ou industriel et à protéger d'une façon complète la propriété commerciale, n° 91. — Le 13 décembre 1945, une proposition de loi tendant à permettre la réquisition de locaux vacants utilisés à des fins publicitaires, n° 93. — Le 17 janvier 1946, une proposition de loi ayant pour objet de permettre aux femmes d'accéder à la magistrature, n° 298. — Le 17 janvier 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite ou de liquidation judiciaire, n° 299. — Le 7 février 1946, une proposition de loi tendant à surseoir à l'expulsion des locataires de nationalité française prononcée au profit de sujets étrangers, n° 373. — Le 14 février 1946, une